

Pédaler contre le vent

Marc Haentjens

Numéro 137, automne 2007

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/41061ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Les Éditions l'Interligne

ISSN

0227-227X (imprimé)

1923-2381 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Haentjens, M. (2007). Pédaler contre le vent. *Liaison*, (137), 22–23.

Pédaler contre le vent

MARC HAENTJENS

IL Y A UNE CERTAINE JUBILATION à circuler en ville à bicyclette. Surtout quand il fait beau, que les côtes sont rares, que l'air est doux et embaumé et que les pistes cyclables sont vraiment réservées aux cyclistes. Le sentiment qu'on éprouve, en longeant les files de voiture au ralenti, en est un de liberté, de plaisir, j'oserais dire de bonheur, soulevé par l'impression d'être affranchi, pour un moment, des contraintes sociales et de faire corps presque entièrement avec l'environnement. Mais voilà qu'il se présente un vent contraire, et tout est changé. La liberté devient réduite, le plaisir moins évident et la légèreté qu'on éprouvait tout à l'heure se transforme rapidement en un combat contre les éléments. Qu'il survienne en plus une côte et qu'éclate un orage et la jubilation a carrément disparu pour faire place à un sentiment d'évident regret (pourquoi ne pas avoir pris l'autobus ?).

Cette expérience, qu'il m'arrive quelques fois de faire sur le chemin qui m'amène à mon bureau, me ramène à un sentiment que nous éprouvons souvent dans le milieu artistique et culturel : celui de devoir lutter trop souvent contre des éléments contraires qui finissent par venir à bout de notre plaisir et de notre enthousiasme. Pareils aux cyclistes urbains, nous avons été souvent happés par les arts et la culture pour ce qu'ils nous permettaient de vivre, de partager ou d'exprimer en marge de la vie normale empruntée par une grande partie de nos concitoyens. Nous avons trouvé dans ce milieu une façon plus propice de nous investir, de donner un sens à notre activité professionnelle ou de participer au développement de la collectivité. Et nous y éprouvons — il faut le dire — sinon cette jubilation que j'évoquais, du moins cette exaltation, ce bonheur de créer, de défendre des valeurs collectives (humanistes, sociales, écologiques) et d'œuvrer, même minimalement, à l'avancement de l'humanité... Tout serait beau en fait, comme cette promenade parfaite en vélo, si cette activité que nous avons voulue, trouvait sa place dans la société et obtenait, sans exagérer, la reconnaissance qu'elle mérite. Mais c'est là que tout se gâte, que le vent tout à coup se lève et vient heurter de front l'ardeur que nous y mettions.

En marge de l'ordre établi

«L'ordre marchand», pour reprendre une expression de Jacques Attali¹, qui domine et règle plus que jamais les rouages de la société, supporte mal en effet une activité qui n'a pas de valeur commerciale immédiate et ne se mesure pas en termes de profits. Dès lors, et à l'exception bien sûr des manifestations plus commercialisées de la culture (émanant d'Hollywood et d'ailleurs) qui peuvent se gérer comme des marchandises, toutes les activités dites culturelles sont exclues de la sphère économique et marginalisées dans la sphère sociale. Artistes, créateurs et gestionnaires culturels ne parviennent pas à être reconnus comme des travailleurs à part entière mais sont perçus comme des êtres improductifs qui ne méritent pas, quelles que soient leurs qualifications, leurs compétences et les exigences de leur travail, un statut égal au reste de la population active. Disons-le : les arts et la culture apparaissent encore comme une excroissance inutile, une activité dépourvue de sens, un secteur socialement sans avenir.

Cette vision, lamentablement myope, imprime notamment bon nombre des interventions gouvernementales à l'égard des arts et de la culture. La question (lancinante) du financement public des arts en est la meilleure illustration. Alors que le gouvernement n'hésite pas à engager des milliards pour l'achat d'équipement militaire ou des centaines de millions pour le «soutien» à l'industrie pétrolière ou automobile, l'engagement de quelques dizaines de millions supplémentaires dans les arts nécessite d'interminables tractations politiques. Mais il ne s'agit pas juste d'argent. L'épisode, vécu par la délégation du Conseil des Arts du Canada, venue souligner, le printemps dernier, le 50^e anniversaire du Conseil au Parlement, l'a bien montré : malgré la qualité de cette délégation, qui réunissait les plus grands artistes que le Canada peut compter, les parlementaires lui ont accordé à peine quelques minutes et le Premier ministre, comme le relate l'auteur Yann Martel, n'a même pas levé le nez de ses papiers (ce qui lui vaut cependant, depuis, des envois réguliers

de livres de l'auteur canadien²). Un épisode qui montre assez que les arts et la culture ne figurent pas en grande place dans l'*agenda* de nos politiciens!

La population, à vrai dire, n'est pas trop portée à les contredire. Admettons que la venue d'un Wall Mart, d'un Canadian Tire ou d'un (autre) Tim Hortons suscite plus d'intérêt dans la communauté que la venue d'un théâtre ou la création d'un équipement culturel, laquelle aurait même plutôt tendance à provoquer une inquiétude inverse: de combien vont augmenter les taxes? Lors du Sommet des communautés francophones et acadiennes qui se tenait à Ottawa en juin dernier, on en a eu encore une preuve certaine. Alors que les délégués se ralliaient sans difficulté aux propositions touchant l'éducation, l'alphabetisation, l'économie ou la santé, chacune des interventions en faveur des arts et de la culture semblait accueillie comme un coup de force. Pourtant, comme le clame justement la Fédération culturelle canadienne-française, le projet des communautés francophones et acadiennes n'est-il pas (avant tout) un projet culturel?

Les ressorts de la résistance

Devant cela, la tentation serait forte d'abandonner, de tourner le dos au vent, comme on dit, pour se couler dans le courant, se fondre dans le *mainstream*. Et pourtant, nous ne « lâchons » pas, au contraire, forts de cette attitude délinquante si bien glorifiée par Pierre Raphaël Pelletier. Nous pédalons de plus belle en bravant les éléments. Il y a là certainement une part d'entêtement — le refus de s'en faire imposer, de s'avouer battus — mais aussi, manifestement, une part plus grande encore de passion, d'engagement et de conviction. Contrairement aux cyclistes du Tour de France, nous n'avons pas besoin d'amphétamines ou d'anabolisants, nous sommes peut-être « dopés », mais naturellement! Certains observateurs aimeraient penser le contraire, en soutenant que les subventions nous tiennent artificiellement en vie, sous perfusion gouvernementale, et que nous ne serions pas aussi nombreux à nous accrocher si on laissait les arts obéir aux seules règles du marché. Mais il faudrait que ces gens voient de plus près nos conditions de travail et nos réalités financières pour réaliser qu'aucun autre groupe ne serait prêt à faire ce que nous faisons pour si peu!

Nous sommes aussi devenus maîtres dans ce que j'appellerais la technique du peloton. Tout comme les coureurs cyclistes se groupent pour absorber l'effet du vent, nous avons bâti un réseau d'organismes — regroupements, associations, coalitions, groupes de travail, tables de concertation — qui font parfois sourire un peu les autres mais qui nous aident à nous tenir les coudes, à conjuguer nos efforts, à faire plus facilement face aux vents contraires. C'est en partie grâce à ces instances, à cette toile de solidarité, que nous parvenons à résister aux affronts de la société. Enfin, pour prolonger l'image du vélo, je dirais que nous ne cessons pas non plus d'améliorer notre aérodynamisme, de perfectionner notre art de pédaler. Forcés de composer avec des ressources limitées, nous sommes souvent les premiers à tirer parti des nouvelles techniques (par exemple, informatiques) qui peuvent accroître notre efficacité. Le fait est que, malgré ce qu'on pourrait croire, le secteur des arts et de la culture est probablement l'un des secteurs (économiques) qui a la plus grande productivité. Quand on voit les grandes entreprises s'étouffer dans leurs mégastructures ou

les agences publiques crouler sous leur bureaucratie, on peut considérer que les organisations culturelles sont véritablement performantes. Ce n'est pas par hasard, d'ailleurs, que les écoles de gestion s'intéressent de plus en plus à nos organisations et s'en inspirent pour rédiger des études de cas.

Un espoir de changement

Tout cela nous aide donc à résister, comme le petit village gaulois, aux assauts de l'ordre dominant. Mais cette résistance (bien que juste) est-elle désespérée ou y a-t-il espoir que les choses changent, que le vent tourne justement? C'est là ce que je crois et, même si je pêche souvent par optimisme, je vois dans l'environnement de plus en plus de raisons de le penser. Au plan idéologique, d'abord, de nombreuses réflexions commencent à s'organiser autour de la fonction sociale des arts et de la contribution des artistes à la collectivité qui les entoure. Le succès que connaît le mouvement « Les arts et la ville », comme l'engagement du gouvernement canadien dans le programme des Capitales culturelles, en sont deux belles illustrations. Ces initiatives s'inscrivent elles-mêmes dans un mouvement plus large, appuyé notamment par l'UNESCO, qui s'efforce de lier les notions de culture, de paix et de développement. De façon plus pragmatique, on peut voir aussi, dans les politiques gouvernementales, une inflexion croissante en faveur des arts, en même temps qu'une reconnaissance, de plus en plus explicite, de la responsabilité étatique dans ce domaine. On en avait récemment la preuve avec l'annonce de la ministre Oda (l'une de ses dernières au fait) consacrant une augmentation récurrente de 30 millions de dollars au Conseil des Arts du Canada. Mais on pourrait aussi évoquer des annonces semblables faites quelques mois plus tôt par les gouvernements du Québec et de l'Ontario et de plusieurs municipalités canadiennes.

Les pessimistes seront portés à dire que ces progrès sont lents, qu'on ne verra jamais à ce rythme le bout du tunnel (ou de la piste cyclable). Il y a du vrai dans cela, mais on sait aussi que, quand le vent commence à tourner, ce peut être de façon irrémédiable et qu'il y a de fortes chances qu'il change de direction pour de bon. Or, on peut voir poindre à travers tous ces signes une direction qui nous avantage et qui conforte mes convictions: celle que la société marchande s'essouffle malgré tout, que des valeurs nouvelles commencent à s'imposer, et que les générations montantes pourraient être plus ouvertes à des visées humanistes, relationnelles et désintéressées. Si l'on a assez de souffle pour pédaler encore 20 ou 30 ans, il se pourrait donc qu'on connaisse un jour le bonheur de sentir le vent nous pousser dans le dos... ■

Marc Haentjens œuvre depuis longtemps comme chercheur, animateur et consultant en matière culturelle au sein de la francophonie canadienne. Il est aujourd'hui directeur du Regroupement des éditeurs canadiens-français (RÉCF).

1- Jacques Attali, *Une brève histoire de l'avenir*, Fayard, Paris, 2006.

2- Voir le site qu'y a consacré Yann Martel: www.whatisstephenharperreading.ca